

Connaissez-vous l'enfer de la Corée du Nord?

— Un message du Japon —



Séparée de ses enfants, Yaeo (à gauche) a été amenée de force au Nord et y pleure toujours ses enfants. Son fils Kôchiro (à droite) et sa fille (au milieu).

"Qui met en question l'extermination des Arméniens, aujourd'hui?" C'est ce que Hitler a soutenu, il y a tout juste 70 ans, au mois d'août 1939. En se moquant de la communauté internationale qui ne voulait pas assumer la responsabilité du génocide des Arméniens entre le 19e et le 20e siècle par l'empire Ottoman, dont le nombre de victimes a été estimé à plus d'un million, Hitler a envahi la Pologne et a entraîné les misères de l'holocauste.

Si nous fermions les yeux sur la situation des droits de l'homme bafoués, notre attitude constituerait une violation plus grave des droits humains et une destruction de la paix.

Nous aurions pu tirer une leçon de cet événement. Mais les combats ont continué à se propager et de très nombreuses personnes ont péri, par exemple au Cambodge, dans l'ancienne Yougoslavie et au Rwanda.

Il est absolument nécessaire d'arrêter la répétition de telles tragédies. A présent, un cas sérieux auquel nous devons prêter attention se déroule dans un petit pays de l'Asie de l'est. Dans ce pays, les élections ne sont pas démocratiques, la presse et la justice ne sont pas indépendantes. Par contre, on y trouve des camps de prisonniers politiques et la police secrète.

La liberté d'expression de la volonté civile n'existe pas et participer à un mouvement de protestation ou à une grève est un suicide.

C'est un pays isolé des informations internationales, la radio est nationale, l'accès à Internet est interdit. Pour se déplacer dans un département voisin, il faut une autorisation. Celui qui passe la frontière sans autorisation est mitraillé.

Dans la deuxième moitié des années 90, à cause de la famine produite par la négligence gouvernementale, 3 millions d'habitants (soit 15% de la population) ont été présumés morts de faim.

Pendant ce temps là, avec des devises étrangères précieuses, le gouvernement développait l'exploitation des armes nucléaires et des missiles sans nourrir son peuple. C'est la preuve d'une négligence gouvernementale.

Deux expériences nucléaires de ce pays prouvent l'accélération de l'exploitation des armes nucléaires.

Le chef politique du pays, en faisant la sourde oreille à la réaction de la communauté internationale provoque la tension dans les relations mondiales. Une foule de réfugiés traverse la frontière au risque de leur vie pour chercher nourriture et liberté.

C'est un enfer qui nous rappelle le nazisme, le stalinisme et le Cambodge sous l'oppression de Pol Pot.

La Corée du Nord (République populaire démocratique de Corée), c'est le nom de cette nation.

Prétendant à la "Démocratie", ce régime plein de venin a systématiquement commis des crimes inhumains contre les Japonais, ses voisins proches.

En 1977, une petite Japonaise de 13 ans, aimée de tout le monde, "Megumi Yokota", a disparu.

Le badminton et la lecture étaient ses passe-temps.

Les recherches de la famille pour connaître la vérité, n'ont jamais abouti.

En 1978, l'année suivante, une mère de deux enfants, "Yaeo Taguchi", après avoir déposé ses enfants à la crèche, a disparu soudainement. C'est son frère qui a pris ses enfants en charge et les a élevés. Le peuple japonais n'a été mis au courant de ces affaires que longtemps après.

En 1987, dans le but de boycotter les prochains Jeux Olympiques de 1988 à Séoul, la Corée du Nord (le Nord) a commis un acte de terrorisme en faisant sauter un avion de la Korean Air où 115 personnes, passagers et équipages, ont perdu la vie. Ceux qui ont installé une bombe dans l'appareil étaient un couple d'agents secrets se faisant passer pour des Japonais avec leurs faux passeports, pour avoir la liberté de se déplacer librement à travers le monde comme les Japonais.

C'était "Megumi" et "Yaeo" qui étaient forcées de leur apprendre le japonais et les coutumes japonaises. Séparées involontairement de leur famille, ces deux victimes d'enlèvement étaient acculées à participer à des attentats odieux sous la sévère surveillance des services de renseignements.

En 2002, après avoir pendant longtemps ignoré ses actes, le Nord a finalement avoué l'enlèvement des Japonais, sous la pression du gouvernement et du peuple japonais qui demandaient l'éclaircissement de ces affaires. Mais, ce n'était qu'un pas vers le dénouement.

"Kim Jong Il", leader du pays et président du comité de la défense nationale a avoué l'enlèvement de 13 Japonais : toutes des victimes, à commencer par "Megumi" et "Yaeo". Toutes ces personnes sont mortes, à part les 5 survivants qui ont pu retourner dans leur pays natal après un quart de siècle d'absence.

Mais les "preuves" de leur mort ont toutes été falsifiées, et de plus il devient évident, selon d'autres enquêtes, que le nombre des victimes dépasse le chiffre de 13.



Vis à vis du gouvernement japonais et de son peuple qui réclament la vérité, les autorités nord-coréennes adoptent toujours une attitude malhonnête car selon elles, le problème de l'enlèvement a été résolu.

La politique de la contrainte des soldats et de civils sud-coréens capturés pendant la guerre coréenne (1950~1953) se perpétue toujours et le Nord a commis 500 enlèvements en Corée du Sud après la guerre.

Les nationalités des personnes détenues sont diverses.

Les femmes détenues japonaises, libanaises, roumaines et thaïlandaises détenues, étaient obligées de satisfaire la demande en mariage des évadés américains qui vivaient en Corée du Nord après la guerre.

Ainsi les enlèvements s'étendent sur toute la société internationale. Il y a une information confirmée concernant une victime française. Adorant le cinéma, "Kim Jong il", président du comité de la défense, a ordonné l'enlèvement d'un réalisateur et d'une actrice sud-coréens en 1978 pour améliorer le cinéma du Nord.

Dans leur livre sur les expériences au Nord, publié après leur fuite, il y a un document divulgué par un coiffeur : un agent secret nord-coréen se disant fils du millionnaire asiatique, a séduit une Française avec qui il s'est fiancé. Après leur voyage en Chine pour leurs fiançailles, il l'a emmenée en Corée du Nord où elle est en résidence surveillée.

En 1978, 4 jeunes libanaises, trompées par la proposition d'un

voyage en vue d'un emploi dans une entreprise japonaise, pensaient être en partance pour L'Extrême-Orient. Mais finalement les voilà arrivées en Corée du Nord.

Après leur fuite, 3 femmes ont témoigné y avoir vu non seulement 3 Françaises mais aussi des Hollandais et des Italiens.

Nous sommes des sympathisants japonais et nous nous efforçons de sauver le plus tôt possible ces victimes d'enlèvement et de les renvoyer chez leurs parents. Nous pensons que la première urgence est la généralisation de la démocratie et de l'idée des Droits de l'homme au sein du peuple de ce pays.

Le jour où le peuple nord-coréen accèdera à la liberté d'expression et exercera des activités dans les domaines divers, avec l'abolition des camps et de la police secrète, les injustices du temps passé, y compris les enlèvements seront corrigés et ne se répéteront plus jamais. En même-temps, les ressources du pays serviraient à obtenir de la nourriture et à préparer le bien-être social, au lieu de les destiner à l'exploitation des armes nucléaires.

Pour s'opposer à la menace de la Corée du Nord (nation terroriste) contre les pays voisins et le monde entier, et celle de l'arme nucléaire, la meilleure et unique manière, c'est la propagation des idées des droits de l'homme.

La situation actuelle est impérieuse.

Dans 6 camps, pris par photos satellites, des criminels politiques, soit environ 200 mille personnes se trouvent en danger de mort dans des conditions pires que celles des camps de Staline.

Malgré des adoptions répétées des "Résolutions des Droits de l'homme en Corée du Nord" par l'Assemblée générale de l'O.N.U, la situation ne s'est pas améliorée.

Les enlèvements, les affaires en suspens, sont des crimes qui continuent. Les parents des victimes décèdent les uns après les autres dans l'attente du retour de leurs enfants.

Il n'y a plus de temps à perdre. Nous avons besoin d'une action plus puissante basée sur toutes les lois internationales qui sont applicables.

La CPI a promulgué une justification pour l'arrestation du Président soudanais à propos des événements du Darfour.

Le meurtre, la torture, le mauvais traitement dans les camps des détenus politiques et l'enlèvement des étrangers se rapportent sans doute au "crime contre l'humanité".

Nous nous attendons à ce que la CPI prenne des contre-mesures efficaces et demandons "une inspection humanitaire" pour enquêter sur la réalité des victimes des enlèvements et des camps de prisonniers politiques, en prêtant attention à la gravité de ce problème.

Chers citoyens français et européens qui savez bien ce que sont les Droits de l'homme, nous vous prions de vous joindre à notre combat pour transformer la Corée du Nord en pays démocratique.



Photo satellite d'un camp. Beaucoup de détenus y vivent dans la crainte de la mort.

Cette annonce a été réalisée grâce aux donations de milliers de japonais.

The Group of Seven Individuals

c/o Asami Satoshi Office
801 Kudan-chuo Building, 1-2-1 Kudan-kita, Chiyoda-ku, Tokyo 102-0073
JAPON

有田 芳生
YOSHIFU ARITA
Journaliste

坂谷 誠
MASAHIKO KATSUYA
Chroniqueur

坂本 隆太郎
TETSURO KATO
Professeur à la grande école Hitotsubashi

志賀 隆
TOSHIMITSU SHIGEMURA
Professeur à la grande école Waseda

高世 仁
HITOSHI TAKASE
Journaliste

日根 隆
TAKASHI HIGAKI
Journaliste, écrivain

若川 礼子
REIKO YUKAWA
Critique Musicale

Personnel : FUSAO ASAHARA SATOSHI ASAMI HIROYUKI OKAWA LOHKUBO HIROSHI SAITO YOKO SHIBATA ITARU TANABE TAKAYUKI YASUDA

mailto:jinken.asia@gmail.com